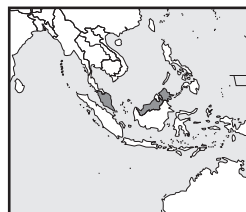


Manque de vision pour une Politique Nationale



La Politique de Vision Nationale 2002 repose sur le modèle de développement capitaliste occidental et ne tient pas compte de la culture et des valeurs accumulées, ou des besoins du peuple malaisien. En outre, l'économie est rendue vulnérable par une allocation des ressources peu judicieuse et une dépendance excessive à l'égard du commerce extérieur et de l'investissement étranger, alors que le gouvernement occulte la pauvreté par des statistiques irréelles.

L'OPP3 (Third Outline Perspective Plan) 2001-2010 constitue la deuxième décennie du développement dans le cadre de la Vision 2020 de la Malaisie. La Politique de Vision Nationale (National Vision Plan - NVP) 2020, dont l'objectif suprême est l'unité nationale, vise à établir une *Bangsa Malaysia* (population malaisienne) progressiste et prospère, vivant en harmonie et engagée dans un partenariat plein et équitable.

Cependant, la vision nationale énoncée dans la NVP n'est pas fondée sur la sagesse, la culture et les valeurs nationales accumulées, ou sur les besoins de la population, mais elle est plutôt enracinée dans la vision étroite de l'idéologie occidentale de développement capitaliste, qui considère les êtres humains comme des créatures essentiellement économiques. Alors qu'elle montre peu d'empressement à poursuivre un développement durable au plan environnemental et à cultiver une société tolérante et plus soucieuse des individus, la NVP a pour principaux objectifs l'industrialisation, la croissance économique, la hausse de la productivité et la production de richesses.

Le document de l'OPP3 conclut que «Les principaux objectifs pour la période de l'OPP3 seront la création de richesses et la promotion de nouvelles sources de croissance dans les secteurs manufacturiers, agricoles et des services». L'accent est mis sur la création de richesses et la croissance, et non sur le développement humain et la gestion de l'environnement. En accord avec la tendance actuelle dans le monde des affaires, la NVP préconise le développement de la Malaisie en une société fondée sur le savoir, comme si toutes les sociétés antérieures n'étaient pas fondées sur le savoir. Quel est l'objectif de cette société du savoir? Ce n'est pas de développer les dimensions matérielle, morale, culturelle et spirituelle de l'être humain, mais selon les termes de la NVP, «d'accroître la productivité économique dans tous les secteurs de l'économie, et d'optimiser les capacités intellectuelles de la nation».

Le modèle de développement capitaliste occidental a eu des conséquences désastreuses pour l'humanité et pour l'environnement – pauvreté globale, destruction irréversible de l'environnement, pollution de l'air que nous respirons, de l'eau que nous buvons et des vivres que nous consommons, profanation de tout ce qui est sacré et rupture des relations sociales et familiales. Ce qu'il faut d'urgence, c'est la décolonisation des esprits de notre élite intellectuelle, pour qu'elle puisse produire un modèle de développement qui convienne aux besoins matériels et spirituels de nos populations et qui protège notre environnement.

Investissement peu judicieux, dépendance et vulnérabilité

Durant la période de l'OPP3 (2001-2010), la croissance économique devait être de 7,5%, par comparaison au taux de croissance de 7% de la période de l'OPP2 (1991-2000). Les planificateurs n'ont pas tenu compte du fait que la forte croissance d'avant 1997 avait contribué à conduire notre économie au bord de l'effondrement. Les investissements étaient allés vers des domaines improductifs et vers des méga projets, entraînant un solde négatif de notre budget actuel. Les effets pervers de la mauvaise répartition des ressources durant la période

d'application de l'OPP2 se font toujours sentir. Il y a des propriétés invendues, évaluées à 28,4 milliards de ringgit malaisiens (7,4 milliards de dollars US). Près de 2,5 millions de mètres carrés d'espace de bureaux restent vacants, alors que 1,5 millions de mètres carrés sont en voie d'achèvement.

Compte tenu de la récession actuelle de l'économie américaine, la Banque centrale de la Malaisie a revu le taux de croissance pour le situer entre 5% et 6% en mars 2001. Après les événements du 11 septembre aux Etats-Unis, les prévisions de croissance du PIB ont été encore revues à 1-2%.

La croissance durant la période d'application de l'OPP3 est censée être tirée par le renforcement de l'investissement local et le développement des capacités locales. La croissance durant la période d'application de l'OPP2 est en grande partie imputable aux exportations, notamment de produits électroniques et électriques, vers les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne.

Les exportations malaisiennes sont étroitement basées sur quelques types de produits. Selon les prévisions, 90,7% du commerce de marchandises proviendrait des biens manufacturés d'ici 2010. Le plus grand fournisseur serait le sous-secteur de l'électronique et de l'électricité, qui devrait représenter 75,6%.

En réponse aux politiques de libéralisation exigées par les pays développés, l'OPP3 prévoit un rôle accru de l'investissement étranger direct (IED) dans notre économie. L'objectif de l'OPP3 est «d'attirer l'IED, non seulement dans le secteur manufacturier et les secteurs apparentés, mais aussi dans les secteurs stratégiques tels que les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'énergie, la gestion portuaire et le secteur financier».

Ainsi, l'OPP3 poursuit la politique antérieure de la Malaisie consistant à s'appuyer sur l'IED pour le développement économique. La planification du développement économique repose sur des facteurs aléatoires qui sont en dehors du contrôle de la Malaisie. Ces derniers mois, tout porte à croire que la Malaisie pourrait avoir des difficultés à attirer l'IED. D'après un article paru dans *The Edge* (26 mars 2001), «l'intérêt des investisseurs étrangers semble avoir faibli. L'IED dans le secteur manufacturier, d'un total de 491,1 millions de ringgit malaisiens (129,2 millions de dollars US) a baissé de 37,4% par rapport à l'année précédente, et ne représentait que 50,1% des demandes reçues en janvier [2001], soit 34% de moins que pour le même mois de l'année dernière [janvier 2000]».

La dépendance excessive de la Malaisie à l'égard du commerce extérieur et de l'investissement étranger limite l'autonomie et la liberté d'orientation, de contrôle et de gestion du développement économique. Une telle dépendance rend l'économie vulnérable aux incertitudes des marchés des pays développés. Par exemple, une récession prolongée aux Etats-Unis, comme le prédisent certains économistes, aurait des conséquences désastreuses sur la production économique, les emplois et les revenus des populations. Lorsque l'Amérique s'enrhume, les pays en développement comme la Malaisie attrapent une pneumonie. Plutôt que de concevoir des politiques visant à réduire cette dépendance vis-à-vis de l'Occident, les planificateurs de la politique malaisienne sont en train de l'ancre et de la renforcer à travers des plans tels que l'OPP3.

Comme stipulé dans le document de l'OPP3, la performance de la Malaisie subira l'influence des développements dans l'environnement extérieur, compte tenu de sa forte insertion dans l'économie mondiale. Elle sera exposée aux risques de chocs économiques et financiers qui transcendent les frontières nationales et les régions et sont difficiles à prévoir. L'OPP3 stipule en outre que la réalisation des objectifs de croissance et de transformation structurelle dépendra de l'aptitude de la Malaisie à renforcer sa capacité d'adaptation et sa compétitivité.

Renforcer sa capacité d'adaptation équivaut à être plus autonome et moins dépendant des étrangers. La capacité d'adaptation sera plus grande lorsque le gaspillage, les investissements improductifs et les pratiques corruptrices seront supprimés. Elle le sera également lorsque les entreprises et les services ministériels appliqueront la bonne gouvernance par une transparence et une obligation redditionnelle accrues.

Promouvoir la croissance signifierait également moins de dépendance à l'égard des importations étrangères, et un moyen pour la Malaisie de réaliser des économies de devises consiste à réduire la lourde facture des importations de produits alimentaires. En 2000, la facture des importations de produits alimentaires de la Malaisie s'élevait à 12.964,8 millions de ringgit malaisiens (3.411,8 millions de dollars US), contre les 7.784,3 millions de ringgit malaisiens (2.048,5 millions de dollars US) en 1995. On s'attend à ce que les importations de produits alimentaires augmentent à 21.896,8 millions de ringgit malaisiens (5.762,3 millions de dollars US) en 2005.

Le Huitième Plan de la Malaisie (2001-2005) prévoit une hausse de la production vivrière, entraînant la stabilité des prix. Toutefois, cette augmentation de la production devrait concerner la consommation locale, et non les exportations. Le gouvernement devrait encourager la production vivrière en concevant un meilleur système qui bénéficierait aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs.

La libéralisation des importations agricoles au titre des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres accords commerciaux régionaux représente une menace pour les moyens d'existence des petits exploitants agricoles dont les produits sont confrontés à la concurrence de produits alimentaires importés meilleur marché. Les effets de la globalisation sont examinés par rapport aux changements qu'elle introduira dans l'économie urbaine moderne, alors que son impact sur l'économie rurale, et notamment sur les petits exploitants, est souvent ignoré.

En 2003, l'AFTA, accord de libre-échange de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dont la Malaisie est membre, sera mis en œuvre. Les riziculteurs sont particulièrement menacés. Leur produit va affronter la rude concurrence des céréales étrangères d'autres pays de l'ASEAN dont les coûts de production sont beaucoup plus faibles. Selon le gouvernement malaisien, le secteur rizicole sera entièrement libéralisé d'ici 2010. Cela aura de sérieuses implications pour quelque 300 000 riziculteurs qui, pour la plupart, n'ont pas conscience de la crise imminente.

Bien que conscient des problèmes éventuels que pose l'AFTA, le gouvernement a annoncé un plan directeur stratégique, pour améliorer la qualité des produits agricoles, réduire les coûts et introduire de nouvelles technologies. Parmi les suggestions pour rester compétitif dans un marché libre, il y a la réduction des coûts de production, et cela implique l'aménagement de champs de paddy vastes ou intégrés, gérés par une poignée d'exploitants agricoles hautement qualifiés.

Avec ou sans plan directeur, l'avenir des agriculteurs sera menacé par la libéralisation des échanges. Des exploitations vastes et intégrées ne profiteraient qu'à quelques privilégiés. Demander aux petits exploitants de renoncer à leurs terres au profit de cette poignée de privilégiés serait une catastrophe pour les communautés agricoles. Ceci entraînera certainement beaucoup de détresse sociale et de soulèvements au niveau des communautés.

Si les riziculteurs perdaient leurs moyens d'existence, le pays compromettrait également sa propre sécurité alimentaire. Le secteur des denrées de base de quelque pays que ce soit doit toujours être défendu à tout prix par le gouvernement.

Bon nombre de pays en développement sont déjà confrontés à des problèmes découlant de la libéralisation du commerce des produits agricoles et ont soumis des propositions d'amendement de l'Accord de l'OMC sur l'Agriculture, pour pouvoir mieux protéger leurs agriculteurs et continuer à leur fournir des subventions. Le gouvernement malaisien a été incité à en faire de même.

Un seuil de pauvreté irréaliste

L'OPP3 soutient que l'incidence de la pauvreté chez les Malaisiens a été réduite de 16,5% en 1990 à 7,5% en 1999. Le nombre des ménages pauvres aurait diminué d'environ 39%, pour s'établir à 351 000 en 1999. L'OPP3 vise à ramener l'incidence de la pauvreté à 0,5% d'ici à fin 2005 et à augmenter la part de revenu des 30% de ménages les plus faibles, indépendamment de la race.

Ces chiffres ne reflètent pas la réalité de la situation de la pauvreté dans le pays. Dans l'OPP3, le revenu correspondant au seuil de pauvreté, pour 1999, est supposé être de 510 ringgit malaisiens (environ 134 dollars US) par mois pour un ménage de 4,6 membres dans la Péninsule malaisienne. Imaginez une famille de quatre membres, essayant de survivre avec un revenu mensuel de 510 ringgit malaisiens dans la capitale. La location d'une chambre coûterait 200 ringgit malaisiens. Et les dépenses pour la nourriture, le transport, l'éducation et les soins médicaux? Le seuil de pauvreté supposé est irréaliste et ridicule.

En outre, les difficultés économiques des 800 000 petits exploitants provoquées par la chute brutale des prix du caoutchouc et de l'huile de palme témoignent de manière éloquentes de la pauvreté qui touche une large couche de la population. Le gouvernement a dû mettre en place un Comité ministériel sur «L'augmentation des revenus des petits planteurs d'hévéas» pour s'attaquer à ce problème. En mars 2001, le gouvernement a affecté 500 millions de ringgit malaisiens (131,6 millions de dollars US) d'aide aux petits exploitants frappés par la chute des prix de leurs produits. Il a en outre annoncé, en mai 2001, la mise en place d'un fonds de 1 milliard de ringgit malaisiens (263 millions de dollars US) pour aider les petits exploitants à replanter ou à se lancer dans l'élevage de bétail et dans d'autres activités; ce fonds servirait à l'octroi de prêts à court terme, allant de 50 à 250 ringgit malaisiens (13 à 65 dollars US) par mois, aux petits exploitants confrontés à des difficultés financières.

Dans les zones urbaines, avec les prémices d'une récession économique mondiale au cours des sept premiers mois de 2001, de nombreuses industries ont procédé à des réductions de personnel. Le nombre de travailleurs licenciés a augmenté de 37% pour atteindre 20 038. Sur ce nombre, 85,7% étaient des Malaisiens et le reste, des travailleurs étrangers. Par secteur, les licenciements dans le secteur manufacturier, en particulier dans les usines de production d'appareils électroniques et d'électriques, étaient les plus importants, représentant 69,4%. La plupart des personnes concernées par ces licenciements ne possèdent que très peu d'épargne et doivent dépendre des petites indemnités de licenciement qui leur sont versées pour vivre en attendant de trouver un autre emploi.

L'objectif gouvernemental d'éradication de la pauvreté absolue d'ici 2005 n'est guère réaliste, étant donné l'absence de contrôle adéquat de notre économie qui est fortement tributaire de l'environnement mondial. En outre, il n'y a pas de filet de sécurité pour ceux qui sont touchés par les conditions économiques négatives.

Ce n'est pas en occultant le problème de la pauvreté par des statistiques qu'on l'allégera. Ce qu'il faut, c'est une politique économique saine pour réduire notre dépendance à l'égard du commerce extérieur et de l'investissement étranger, encourager l'agriculture durable et l'industrie locale, et assurer une répartition plus équitable des richesses. Mais surtout, il nous faut des dirigeants politiques et des fonctionnaires honnêtes, attachés au bien-être public. ■

Références

- «AFTA Threatens Survival of Malaysian Rice Farmers». *Utusan Konsumer*, Vol. 31, No 3, mars 2001, p. 10.
- Economic Planning Unit, Malaysia. *The Third Outline Perspective Plan 2001-2010*, 2001.
- Ministry of Finance, Malaysia. *Economic Report 2000/2001*, 2000.
- «OPP3: National Vision or Tunnel Vision?» *Utusan Konsumer*, Vol. 31, No 5, mai 2001, p. 5.
- «Strengthening Resilience and Enhancing Competitiveness in our Economy». *Utusan Konsumer*, Vol. 31, No 8, août 2001, p. 8.

Consumers's Association of Penang
<meenaco@pd.jaring.my>